



Organisation des
États Américains



COMITÉ INTERAMÉRICAIN CONTRE LE TERRORISME (CICTE)

DIXIÈME SESSION ORDINAIRE
17-19 mars 2010
Washington, D.C

OEA/Ser.L.X.2.10
CICTE/doc.4/10 rev. 1
19 mars 2010
Original: anglais

PLAN DE TRAVAIL 2010 DU COMITÉ INTERAMÉRICAIN CONTRE LE TERRORISME

(Adopté à la Cinquième Séance plénière, tenue le 19 mars 2010)

PLAN DE TRAVAIL 2010 DU COMITÉ INTERAMÉRICAIN CONTRE LE TERRORISME

(Adopté à la Cinquième Séance plénière, tenue le 19 mars 2010)

Le Comité interaméricain contre le terrorisme (CICTE) a pour objectif principal de promouvoir et de développer la coopération entre les États membres afin de prévenir, de combattre et d'éliminer le terrorisme conformément aux principes de la Charte de l'OEA, de la Convention interaméricaine contre le terrorisme, en respectant pleinement la souveraineté des États, la suprématie du droit et le droit international, notamment le droit international humanitaire, le droit international des droits humains et le droit international des réfugiés.

Les responsabilités du Secrétariat sont énoncées aussi bien dans les Statuts du CICTE que dans son Règlement.

Le Secrétariat est un bureau du Secrétariat à la sécurité multidimensionnelle du Secrétariat général de l'Organisation des États Américains (OEA).

SECTION 1. MANDAT / SOURCE

1. DÉCLARATIONS DU CICTE

Déclaration de Panama sur la protection des infrastructures critiques dans le Continent face au terrorisme, CICTE/DEC. 1/07

“11. Prier le Secrétariat du CICTE d'encourager les États membres à entreprendre des activités pédagogiques et de formation pour créer une culture publique de sensibilisation aux infrastructures critiques.”

2. DÉCISIONS DU CICTE

Sécurité des installations touristiques et récréatives dans les Amériques (décision adoptée à la Huitième Session ordinaire du CICTE) CICTE/doc.12./08, Rapport du Rapporteur de la Huitième Session ordinaire du Comité interaméricain contre le terrorisme

Charger le Secrétariat de “continuer à offrir une assistance technique et des moyens d'action aux États membres, selon les besoins, pour la sécurité des installations touristiques et récréatives en tenant compte des résultats du Projet pilote, des réalités et des besoins spécifiques au secteur touristique dans les États membres”.

**SECTION 1.
MANDAT / SOURCE**

3. RÉSOLUTIONS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'OEA

Appui à la tâche du Comité interaméricain contre le terrorisme, AG/RES.2459 (XXXIX-O/09)

“9. De demander au Secrétariat du CICTE de mettre en œuvre les programmes et projets établis dans le Plan de travail du Comité pour 2009.”

Préoccupations particulières des petits États insulaires des Caraïbes en matière de sécurité, AG/RES. 2485 (XXXIX-O/09)

5. De renouveler la demande faite au Secrétariat général, par le truchement du Sous-secrétariat à la sécurité multidimensionnelle et des organes, entités, et organismes pertinents du système interaméricain, et en collaboration, selon le cas, avec la société civile et le secteur privé, ainsi que d'institutions multilatérales pertinentes, pour qu'il soutienne, dans leurs sphères respectives de compétence et dans leurs programmes, les efforts continus des petits États insulaires qui visent à:

- a. Renforcer les systèmes de surveillance de la criminalité aux échelles nationale, sous-régionale et régionale, en tenant compte des initiatives en cours d'exécution ou d'élaboration au sein de la Communauté des Caraïbes (CARICOM);
- b. Améliorer les systèmes et capacités de sécurité des frontières, y compris la sécurité des transports, les dispositifs de sécurité dans les aéroports, ports et frontières terrestres, et porter assistance aux autorités chargées des contrôles frontaliers dans les petits États insulaires pour qu'elles aient accès à des informations critiques;
- c. ...;
- d. ...;
- e. ...;
- f. Promouvoir la coopération technique et le développement des capacités institutionnelles en vue de renforcer la capacité d'intervention et d'atténuation des effets des catastrophes naturelles ou anthropiques dans les petits États insulaires, ainsi que les capacités de gestion de crise, y compris renforcer la capacité de reconstruire, offrir une formation à l'assistance humanitaire ainsi qu'aux opérations de

**SECTION 1.
MANDAT / SOURCE**

recherche et de sauvetage, et rehausser la protection de l'infrastructure critique, ainsi que la sécurité des installations touristiques et récréatives, ainsi que la conduite d'exercices de simulation;

- g. Offrir une formation et une assistance technique en matière législative dans les domaines de la lutte contre le terrorisme, du financement du terrorisme, de la sécurité et du délit cybernétiques;
- h. Améliorer la coordination entre les organes, organismes et entités de l'OEA et les organisations régionales et sous-régionales, y compris l'Agence d'exécution en matière de sécurité (IMPACS) et le Système de sécurité régional (SSR) de la Communauté des Caraïbes (CARICOM), sur les questions liées aux préoccupations particulières des petits États insulaires en matière de sécurité, de manière à les sensibiliser à ces questions et éviter le chevauchement des efforts en réponse à ces préoccupations;
- i. ...

Préoccupations particulières des petits États insulaires des Caraïbes en matière de sécurité, AG/RES. 2397 (XXXVIII-O/08)

“6. De demander à nouveau au Secrétariat général, par le truchement du Sous-secrétariat à la sécurité multidimensionnelle et des organes, entités, et organismes pertinents du Système interaméricain, comme le Conseil interaméricain pour le développement intégré (CIDI); la Commission interaméricaine de lutte contre l'abus des drogues (CICAD), le Comité interaméricain contre le terrorisme (CICTE); la Commission interaméricaine des ports (CIP); le Comité consultatif de la Convention interaméricaine contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de munitions, d'explosifs et d'autres matériels connexes (CIFTA), la Commission interaméricaine sur la réduction des catastrophes naturelles (CIRDN), et l'Organisation interaméricaine de défense (JID) d'appuyer, dans leurs sphères respectives de compétence et dans leurs programmes, les efforts que déploient sans relâche les petits États insulaires pour faire face à leurs préoccupations particulières en matière de sécurité et de défense, particulièrement dans les domaines suivants:

- a. L'élaboration de programmes de formation et de propositions de plans stratégiques et de coopération qui permettent aux organismes de sécurité dans les petits États insulaires de faire face aux nouvelles menaces à la sécurité, à leurs préoccupations, et aux défis qui se posent dans ce domaine;
- b. La fourniture d'une assistance aux autorités chargées des contrôles frontaliers dans les petits États insulaires pour l'accès à des renseignements critiques, l'amélioration de leurs systèmes de contrôle des frontières; la sécurité des transports, y compris celle des ports maritimes et des aéroports, et le renforcement de leurs capacités de contrôle des frontières;
- c. Le renforcement de la capacité des petits États insulaires à lutter contre le trafic illicite des stupéfiants et des armes à feu;

**SECTION 1.
MANDAT / SOURCE**

- d. ...;
- e. L'organisation d'une formation à la simulation informatique et à d'autres manœuvres de cette nature pour renforcer la capacité en matière de gestion et d'atténuation dans les États en cas de catastrophes d'origine naturelle et anthropique;
- f. L'offre de formation et la fourniture d'une assistance technique sur la législation dans les domaines de la lutte et du financement du terrorisme, de la cybersécurité et des délits cybernétiques;
- g. La prestation d'une assistance technique et le renforcement des capacités en vue de la sécurité des installations touristiques et récréatives;
- h. L'amélioration de la coordination entre les organes, organismes et entités de l'OEA sur les questions ayant trait aux préoccupations particulières des petits États insulaires en matière de sécurité de façon à assurer la conscientisation et empêcher les doubles emplois;..."

Adoption d'une stratégie interaméricaine intégrée pour combattre les menaces à la cybersécurité : une approche multidimensionnelle et multidisciplinaire de la création d'une culture de cybersécurité, AG/RES. 2004 (XXXIV-O/04)

“7. De demander aux Secrétariats du CICTE et de la CITEL ainsi qu'au Groupe d'experts gouvernementaux sur la cybersécurité de la REMJA d'aider les États membres, sur leur demande, à mettre en œuvre des divers volets de cette Stratégie...”

**SECTION II.
PROGRAMMES, PROJETS ET ACTIVITÉS DU SECRÉTARIAT**

DOMAINE D'ACTIVITÉ	PROGRAMME	PROJET	ACTIVITÉ
1. CONTRÔLES FRONTALIERS	A. SÉCURITÉ MARITIME	1. Évaluation des besoins en matière de formation et de suivi pour la sécurité portuaire.	Évaluation des besoins en matière de formation pour 12 ports du Continent Suivi des cours de formation pour 12 ports du Continent
		2. Formation et exercices pratiques de gestion des crises dans les installations portuaires.	3 exercices de simulation
		3. Ateliers sur les meilleures pratiques de mise en œuvre des normes internationales sur la sécurité maritime (y compris le code ISPS).	3 ateliers sous-régionaux
		4. Ateliers de formation aux exercices de sécurité maritime (Manuel APEC).	2 ateliers
		5. Atelier sous-régional et atelier national sur l'évaluation et la gestion des risques maritimes	2 ateliers
	B. SÉCURITÉ AÉRONAUTIQUE	1. Cours de formation.	6 cours
		2. Cours de formation sous-régionaux	5 cours
		3. Bourses pour les cours de formation de l'OACI.	35 bourses
	C. SÉCURITÉ DES DOCUMENTS ET PRÉVENTION DE LA FRAUDE	1. Cours de formation.	4 cours
		2. Ateliers sous-régionaux sur les pratiques optimales	3 ateliers
	D: IMMIGRATION ET DOUANE	Formation aux opérations de sécurité pour la douane et l'immigration dans les principaux aéroports et les ports maritimes	1 cours sous-régional

SECTION II. PROGRAMMES, PROJETS ET ACTIVITÉS DU SECRÉTARIAT			
DOMAINE D'ACTIVITÉ	PROGRAMME	PROJET	ACTIVITÉ
	E. ASSISTANCE À LA MISE EN OEUVRE DE LA RES 1540 DE L'UNSC	Renforcement des capacités pour assurer la sécurité aux frontières et assistance juridique pour la détection et la prévention du trafic illicite d'armes nucléaires, chimiques ou biologiques, de leurs moyens de transport et des équipements connexes.	À préciser lorsque le financement aura été trouvé
2. ASSISTANCE JURIDIQUE ET LUTTE CONTRE LE FINANCEMENT DU TERRORISME	A. ASSISTANCE JURIDIQUE	1. Missions d'assistance technique en matière juridique avec la participation de hauts fonctionnaires sur la ratification et la mise en œuvre de la Convention interaméricaine de lutte contre le terrorisme et les instruments juridiques universels contre le terrorisme.	4 missions
		2. Formation spécialisée sur place pour les procureurs, les juges et les services chargés de faire respecter la loi.	3 cours
		3. Formation régionale et sous-régionale et organisation de conférences ministérielles sur la coopération internationale pour l'élaboration de cadres juridiques nationaux et internationaux de lutte contre le terrorisme.	2 activités
	B. LUTTE CONTRE LE FINANCEMENT DU TERORISME	Assistance technique et ateliers de formation pour renforcer la législation, la mise en œuvre et les efforts visant à lutter contre le financement du terrorisme.	4 ateliers 2 missions d'assistance technique
3. PROTECTION DES INFRASTRUCTURES	A. CYBERSÉCURITÉ	1. Le Réseau de sécurité continentale de l'OEA des CSIRT nationaux et des autorités en matière de cybersécurité	1 atelier

SECTION II. PROGRAMMES, PROJETS ET ACTIVITÉS DU SECRÉTARIAT				
DOMAINE D'ACTIVITÉ	PROGRAMME	PROJET	ACTIVITÉ	
CRITIQUES		2. Développement de la cybersécurité et formation dans ce domaine	3 cours	
		3. Coordination des parties prenantes et mise au point d'un cadre national	2 ateliers	
		4. Ateliers nationaux de conscientisation à la cybersécurité et de développement des CISRT/Missions d'assistance technique et octroi de bourses	3 missions;	
	B. SÉCURITÉ TOURISTIQUE		1. Secteur privé et administrations locales: réunions des parties prenantes, cours de formation et préparation de programmes sur la sécurité touristique	Préparation de programmes sur la sécurité touristique : 2 ateliers pour les “parties prenantes”
				2 cours de formation sur la sécurité pour le personnel travaillant dans le secteur du tourisme dans tout le Continent
				Recherche et développement avec les partenaires internationaux pour la préparation de programmes sur la sécurité touristique.
			2. Implication du secteur public dans la mise en œuvre des mesures de sécurité lors d'événements majeurs et participation du secteur privé local	Diffusion d'un questionnaire sur l'évaluation des besoins nationaux et analyse des résultats. 2 visites de pays 1 atelier

**SECTION II.
PROGRAMMES, PROJETS ET ACTIVITÉS DU SECRÉTARIAT**

DOMAINE D'ACTIVITÉ	PROGRAMME	PROJET	ACTIVITÉ
4. RENFORCEMENT DES STRATÉGIES FACE AUX MENACES TERRORISTES ÉMERGENTES	GESTION D'UNE CRISE	Préparation, à la demande d'un État membre, d'un exercice de formation des fonctionnaires pour répondre aux attaques terroristes qui viseraient les capacités institutionnelles, et développement ou renforcement des mécanismes et stratégies de réponse à ce genre de crise.	1 exercice de simulation de gestion de crise 2 évaluations de suivi après l'exercice 2 missions d'assistance technique après l'évaluation
5. COORDINATION ET COOPÉRA- TION INTERNA- TIONALES	PARTENARIATS	Créer et renforcer les partenariats avec les organisations internationales, multilatérales, régionales et sous-régionales et avec les organismes techniques et de sécurité des États membres du CICTÉ, d'autres pays, et des services du Secrétariat général de l'OEA, et tenir les États membres informés, le cas échéant.	Participation à des conférences, des exposés, des visites officielles, des réunions de coordination

ORGANISMES INTERAMÉRICAINS ET ORGANISATIONS INTERNATIONALES
QUI COLLABORENT AVEC LE SECRÉTARIAT DU CICTE

A. Organes, organismes et entités du système interaméricain

A.1 Secrétariat général de l'OEA

1. Département des questions juridiques internationales
 - Bureau de la coopération juridique
2. Sous-secrétariat aux questions administratives et financières (SAF)
 - Bureau des services d'information et de technologie
3. Secrétariat exécutif de la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH)
4. Secrétariat de la Commission interaméricaine des télécommunications (CITEL)
5. Secrétariat exécutif de la Commission interaméricaine des ports (CIP)
6. Secrétariat exécutif au développement intégré (SEDI)
7. Secrétariat à la sécurité multidimensionnelle
 - Département de coordination des politiques et programmes
 - Département de la sécurité publique
 - Secrétariat exécutif de la Commission interaméricaine de lutte contre l'abus des drogues (CICAD)

A.2 Autres organes, organismes et entités

1. Groupe de travail sur la cyber-sécurité de la Réunion des ministres de la justice des Amériques (REMJA)
2. Organisation panaméricaine de la santé (OPS)

B. Organisations internationales, régionales et sous-régionales

1. APEC
2. Association des Chefs de police des Caraïbes (ACCP)
3. Association des États de la Caraïbe (ACS)
4. Association des Chefs de police d'Amérique centrale
5. Groupe d'action financière des Caraïbes (GAFIC)
6. CARICOM
7. Agence d'exécution de la CARICOM en matière de crime et de sécurité (IMPACS)
8. Système d'intégration centraméricain (SICA)
9. Secrétariat du Commonwealth
10. Conseil de l'Europe (CODEXTER)
11. Conseil de l'Union européenne
12. Groupe Egmont

13. Groupe d'action du G8 contre le terrorisme (GACT-G8)
14. Groupe d'action financière (GAFI)
15. GAFISUD
16. Groupe d'experts sur la sécurité, la sûreté et la coopération en aviation (GESSCA)
17. Banque interaméricaine de développement (BID)
18. Association internationale des Chefs de police (IACP)
19. Organisation de l'aviation civile internationale (OACI)
20. Organisation maritime internationale (IMO)
21. Fonds monétaire international (FMI)
22. Organisation internationale pour les migrations (OIM)
23. INTERPOL
24. Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) – Unité d'action contre le terrorisme
25. Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OPAC)
26. Forum régional des nations du Sud-Est asiatique (ARF-ASEAN)
27. Système de sécurité régionale pour les pays de la Caraïbe orientale (RSS)
28. Direction exécutive du Comité des Nations Unies contre le terrorisme (CTED)
29. Groupe de travail interinstitutionnel antiterroriste des Nations Unies (UN CTITF)
30. Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice (UNICRI)
31. Institut latino américain des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants (ILANUD)
32. Centre régional des Nations Unies pour la paix, le désarmement et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes (UNLiREC)
33. Office des Nations Unies contre la drogue et le crime - Service de la prévention du terrorisme (UNODC)
34. Comité pour la Résolution 1267 du Conseil de sécurité des Nations Unies
35. Comité pour la Résolution 1540 du Conseil de sécurité des Nations Unies
36. Initiative pour le transport de l'Hémisphère occidental (ITHO)
37. Banque mondiale
38. Organisation mondiale des douanes (OMD)